



Déclaration de la FSU13 au CDEN du 13-07-2017

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

C'est dans un contexte politique très particulier que ce réunit cette instance et la FSU13 tient à dénoncer tout d'abord les annonces de régression sociale qui alimentent les débats. Ainsi, par simple souci de conformité avec des déclarations du candidat Macron aux dernières élections présidentielles, allons-nous assister dans la Fonction Publique, et sans aucune possibilité de concertation, au retour du gel du point d'indice, à la réapparition du jour de carence... Et pour l'ensemble des travailleurs, c'est le Code du travail, outil de référence mondiale de protection sociale s'il en est, qui va se voir détricoté sous prétexte de faciliter les règles d'embauche pour les entreprises. Il est à noter que ce sont surtout les textes qui règlementent les licenciements qui semblent gêner certains patrons !

Alors qu'une grande partie de nos concitoyens sont ou s'apprêtent à être en vacances, c'est par ordonnances que seront traités des sujets majeurs qui vont engager plus intensesment notre pays sur voie d'un libéralisme débridé.

Ici, aujourd'hui, à Marseille, ces sujets ne sont pas si éloignés des préoccupations et parce qu'il entraîne territorialisation et précarité, le projet de ce gouvernement est dénoncé par notre fédération et il sera combattu dans les semaines à venir.

Prenons par exemple le nouveau décret sur les rythmes scolaires à la suite duquel cette instance, convoquée à la mi-juillet et réunissant un très petit nombre de personnes, validera des modifications d'horaires pour la rentrée prochaine : à quoi assistons-nous ?

A une déclinaison de décisions des communes pour un retour à la fameuse semaine de 4 jours, chacune tentant de savoir comment gérer au mieux, dans la plus grande précipitation, une réorganisation des personnels engagés et une communication envers les familles qui, en cas de question et c'est habituel, se retourneront vers les écoles dès la rentrée.

Oui, nos collègues souhaitent massivement un retour à 4 jours, parce que leurs conditions de travail ont été dégradées depuis des années et parce que l'efficacité de la réforme des rythmes n'a jamais été prouvée. Nous sommes d'ailleurs toujours en demande des résultats de l'évaluation académique menée l'hiver dernier. Mais les équipes demandent aussi un cadre national qui redonne une image unifiée de l'école et non 4 options ou dérogations qui multiplient les différences entre des communes aux moyens et objectifs divers! Nous savons pourtant que les municipalités qui ont soumis des demandes de changements ont reçu hier une

réponse du DASEN, avec dans la majorité des cas, une validation de leur projet en amont de ce CDEN, ce qui interroge sur l'intérêt de la tenue de cette instance bien tardive !

Nous souhaitons aussi revenir sur les dysfonctionnements concernant les contrats CUI et la mise mal de centaines de personnels qui avaient pourtant trouvé leur place au sein des écoles et dont les fonctions d'accompagnement des élèves les plus fragiles ou d'aide administrative ne souffrent d'aucune discussion, tellement elles participent d'un accueil efficace des élèves.

Le sentiment est grand d'un retour en arrière, à l'époque où la FSU13 avait soutenu les recours devant les Prudhommes de quelques 170 personnes en contrat aidé maltraitées par l'administration ! Faudra-t il retourner devant la justice pour que ces personnels ne soient plus méprisés ?

Et les élèves, dans tout cela ? Absence de recrutement d'enseignants RASED spécialisés dans la prise en compte des troubles du comportement, réduction du nombre d'AVS alors que les demandes de compensation du handicap augmentent. Vers quel accueil va-t-on ?

Enfin, concernant le dédoublement des CP en REP+, là encore mis en place à grand renfort de reportages médiatiques mais dans la plus grande précipitation, la FSU ne se satisfera pas d'une évaluation de complaisance : désorganisation des équipes, recrutements qui ne sont pas à la hauteur des enjeux, impact sur la mobilité et les affectations des enseignants : tous ces paramètres seront rappelés avec force le moment voulu, n'en déplaise à notre Président et à son gouvernement !

Innover sérieusement et en accord avec les partenaires, oui ! S'agiter devant les caméras en annonçant des projets non préparés et non financés, pour la FSU, c'est non !

Je vous remercie pour votre attention.

